

REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO



SENAT
Cabinet du Président

ALLOCUTION DU PRESIDENT DU SENAT
A L'OCCASION DE LA CLOTURE DE LA
SESSION EXTRAORDINAIRE
DU 18 JUIN AU 17 JUILLET 2012

Kinshasa
Palais du Peuple
18 juin 2012

Honorables Sénateurs et cher(e)s Collègues,

Comme annoncée à la clôture de la Session ordinaire de mars, la présente Session extraordinaire, convoquée par ma Décision du 15 juin dernier, repose sur les articles 116 et 75 de la Constitution et du Règlement intérieur du Sénat.

Elle est essentiellement budgétaire.

Elle a été demandée par le Gouvernement pour l'examen et l'adoption du projet de loi de finances de l'année 2012, déjà déposé au Bureau de l'Assemblée nationale.

Ce budget aurait dû être déposé depuis la Session de septembre 2011, conformément à l'article 126 de la Constitution.

Le Gouvernement le dépose aujourd'hui, en même temps que le Rapport d'exécution du budget 2011 jusqu'à fin décembre, et le Rapport d'exécution du budget 2012 jusqu'à fin mars 2012.

Quant au budget 2012 lui-même, le Gouvernement déclare avoir tablé sur les paramètres suivants :

- **Taux de croissance du PIB : 6,6 %**
- **Déflateur du PIB : 9,7 %**
- **Taux d'inflation moyen : 12,7%**
- **Taux d'inflation fin période : 9,9 %**
- **Taux de change moyen : 939, 12 Fc le dollar**
- **Taux de change fin période : 967,59 Fc le dollar**
- **PIB nominal : 17.260 milliards de FC**

Sur cette base, le budget présenté est de l'ordre de 7.577 milliards de FC tant en recettes qu'en dépenses.

Honorables Sénateurs et cher(e)s Collègues,

Tel que présenté, le Budget de l'Etat pour l'année 2012 est, une fois de plus, marqué par la situation difficile de nos finances publiques.

Au niveau des recettes, les douanes et les accises (DGDA), les taxes et impôts (DGI, DGRAD) ainsi que les pétroliers producteurs constituent les principaux contributeurs.

Les secteurs minier, forestier et des télécommunications sont, une fois de plus, absents !

Quant aux dépenses, elles sont, dans leur grande majorité, absorbées par les charges du personnel ainsi que par les transferts et interventions de l'Etat.

Au sein du personnel même, certains déséquilibres apparaissent du fait de l'augmentation sélective des crédits de certains ministères et institutions, au détriment d'autres, qui subissent ainsi une véritable coupe sombre.

Le Bureau du Sénat attire votre attention sur la nécessité de maintenir partout, au moins pour les dépenses de personnel et de fonctionnement, les niveaux des crédits alloués l'année dernière.

Il y va de l'intérêt de tous et de l'efficacité de l'Etat.

De même, il vous exhorte à accorder une attention particulière à la situation sociale de notre population : fonctionnaires de l'Etat, policiers et militaires, enseignants, médecins et infirmiers, toutes les couches sociales.

L'équilibre macroéconomique, quant à lui, doit être maintenu et la croissance boostée.

Il y va de la réussite des engagements conclus tant avec notre peuple qu'avec nos partenaires.

Sur ce, je déclare ouverte la Session extraordinaire convoquée du 18 juin au 17 juillet 2012.

Je vous remercie.

Léon KENGO Wa DONDO